Rapport du Comité 2020

document pdf: DOC

Rétrospective et perspectives

L'exercice a été marqué par une situation inédite: dès le mois de mars, le secteur bancaire a opté pour la gestion à distance et à domicile – et a continué de fonctionner comme à l'accoutumée. Les vidéoconférences ont remplacé les déplacements et les contacts physiques ont été réduits au strict minimum. Une fois les premiers défis relevés, les collaborateurs se sont habitués à la nouvelle situation – tout en regrettant le "monde d'avant". Dans le domaine de la réglementation, bon nombre d'affaires ont certes pu être entretenues à petit feu, mais une bonne quantité de dossiers importants pour la place financière sont au point mort depuis longtemps.

L'Association a proposé à ses membres de nouvelles formes d'inter-action. Pour les groupes de travail habitués à des échanges informels dans le cadre de rencontres personnelles, il n'a pas été facile – et ça ne l'est toujours pas – de passer à la vidéoconférence. Ce qui n'empêche pas les participants d'apprécier les présentations ainsi organisées car elles offrent un accès rapide et simple aux informations pertinentes, de même que la possibilité d'échanger avec des collègues d'autres places financières.

Indépendamment de ses préoccupations liées à la pandémie, l'Association n'a pas manqué d'approfondir les sujets clés identifiés par le Comité.

Cyberrésilience

La sécurité de l'information est l'une de nos priorités: c'est un thème qui a gagné en importance du fait de la pandémie et de l'absence de contacts personnels. Les cyberdélinquants exploitent la situation actuelle pour tenter, par des connections LAN privées, l'ingénierie sociale ou d'autres méthodes, de pénétrer les réseaux internes des banques. Les entreprises sont ainsi appelées, par des adaptations technologiques mais aussi en renforçant la conscience des risques et l'attention des collaborateurs, à renforcer leur propre protection. En raison de la vaste mise en réseau des institutions financières, les mesures de protection doivent être abordées comme une responsabilité partagée – c'est le maillon le plus faible qui détermine la sécurité de tous.

Indépendamment de la situation exceptionnelle provoquée par la pandémie, le renforcement de la sécurité de l'infor-mation est depuis plusieurs années un sujet de préoccupation essentiel pour les banques étrangères en Suisse. Durant l'exercice, l'Association a franchi un grand pas vers son objectif qui est d'intégrer complètement les banques étrangères à l'architecture suisse d'un concept de cybersurveillance. Le Financial Services Information Sharing and Analysis Center (FS-ISAC) suisse est en voie de création. Les banques étrangères doivent être pleinement associées à la fois à sa mise en place et aux affaires en cours. Le Comité a encore évoqué cette question en novembre 2020 avec le Délégué Fédéral à la Cybersécurité, à qui il a exposé les motifs de sa préoccupation. Les banques étrangères partagent l'avis de la FINMA et voient dans la cyberrésilience un défi d'importance systémique que seul un réseau englobant tous les intéressés permettra de maîtriser.

AFBS Info serves as a platform for early information and is submitted for confidential use only. Certain information may still be awaiting final approval and may thus be subject to change. Although all sources of information are selected with the utmost care, errors and inaccuracies cannot be excluded.

Le chemin vers cet objectif a été long. Dès l'Assemblée générale de 2018, la Vice-présidente de l'ABES de l'époque avait attiré l'attention sur l'importance critique d'aborder ce sujet de manière collective. Les banques étrangères, comme tous les participants à la place financière, devraient être impliquées dans la circulation de l'information afin d'avoir leur part à jouer dans la résilience de l'infrastructure de la place financière et de poursuivre le renforcement de celle-ci. Or la plateforme d'information suisse lancée à l'époque n'était pas accessible aux établissements sous contrôle étranger. Au cours de l'année 2018 l'Association a œuvré avec le concours de SIX. En tant que gestionnaire de l'infrastructure des marchés financiers, SIX avait le projet de constituer un Cyber Security Hub pour le secteur financier. Ce pôle fonctionne aujourd'hui encore comme un précieux vecteur d'information pour un groupe d'institutions financières. Il obéit au principe que chaque participant peut – et doit – apporter sa contribution à la sécurité car chacun d'eux peut constituer une menace s'il ne se protège pas suffisamment contre les risques.

Après une phase-test menée fin 2021, le FS-ISAC sera pleinement opérationnel début 2022. Des adaptations seront nécessaires; le réseau devra être mis en place et développé, et il faudra clarifier le flux des informations. Grâce à leur siège au sein du comité de pilotage, les banques étrangères ont la possibilité de s'investir dans ces travaux.

Investissements durables

Le sujet "investissements durables" demeure lui aussi d'une grand importance pour le Comité de l'Association. Les banques étrangères y jouent un rôle primordial, notamment en tant qu'intermédiaire des flux financiers. Le Comité s'est informé des diverses initiatives en cours aux niveaux national et international. Il a à cœur de tenir les banques membres au courant des événements, afin qu'elles puissent chacune contribuer en Suisse à la mise en œuvre des objectifs de durabilité dans le secteur financier, tels que définis lors de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique à Paris.

Lors de sa séance de septembre 2020, soit un peu plus d'un an après les premières conférences tenues sur le sujet à l'Assemblée générale 2019, le Comité a reçu des représentants de l'Association suisse des banquiers, de Sustainable Finance Geneva et des banques étrangères au sein des instances pertinentes. Il a pu à cette occasion prendre connaissance de l'état d'avancement des diverses initiatives et obtenir un aperçu de la façon dont les banques étrangères peuvent s'impliquer sur la place financière suisse. Les discussions ont permis de définir le rôle de l'Associa-tion en qualité d'observateur et d'informateur quant à la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans le secteur financier.

En février 2021 le Comité de l'Association a rencontré Patrick Odier, qui a exposé comment les banques étrangères pourraient s'investir dans les arcanes du sommet Building Bridges à Genève. Les banques en Suisse, et surtout leur expertise à l'étranger, sont les bienvenues. Elles pourraient contribuer de manière déterminante au positionnement international de la manifestation. Le Secrétariat a transmis cette information aux membres, qui peuvent à présent saisir l'occasion et apporter leur expérience dans le projet. Les contributions des maisons mères ou des sociétés du groupe étrangères sont également les bienvenues. Building Bridges a l'ambition d'être reconnue comme LA manifestation internationale dans le domaine des placements durables. Son positionnement à Genève aidera à jeter des ponts entre le monde de la finance et les organisations humanitaires et sociales des Nations Unies et d'étendre et d'approfondir toujours davantage le réseau. C'est sur cette base que naîtra et rayonnera un centre de compétence "Sustainable Investments" à Genève.

AFBS Info serves as a platform for early information and is submitted for confidential use only. Certain information may still be awaiting final approval and may thus be subject to change. Although all sources of information are selected with the utmost care, errors and inaccuracies cannot be excluded.

Services Cloud

Au cours de l'exercice, l'Association a poursuivi son observation de l'évolution technologique du traitement et de la conservation des données. L'intérêt pour le Swiss Cloud aura été de courte durée. La plupart des banques étrangères font partie d'un groupe international. Chacun d'entre eux vise à organiser ses processus internes de manière aussi efficace que possible et, ainsi, de garantir la sécurité des données et la continuité des services. L'infrastruc-ture et les processus requis à cette fin sont complexes, longs à mettre en place et onéreux. Un nombre croissant d'institutions ont opté pour une solution "cloud", quand bien même à différents rythmes. Un grand avantage du cloud est que les données peuvent être stockés de façon centralisée et sont donc accessibles depuis différentes unités opérationnelles sur divers marchés. Cela permet d'éviter les redondances et la complexité qui en résulte; cela simplifie les processus, y compris vis-à-vis des clients. Mais cette approche signifie aussi que les données sont transmises et retraitées par-delà les frontières. Il s'agit pour l'unité suisse des groupes mondiaux de trouver des solutions compatibles avec les règles suisses de confidentialité.

Lors de plusieurs tables rondes et de toute une série de conférences, l'Association a approfondi le sujet avec ses membres. Les banques étrangères ont discuté avec des experts de la manière dont les services cloud doivent être conçus, des questions juridiques auxquelles il faut veiller lors de leur utilisation ou de la façon d'informer les clients et d'autres partenaires commerciaux.

Le Swiss Cloud a perdu de son intérêt. Un cloud ne peut en effet réaliser tout son potentiel que s'il dépasse les frontières. Le défi réside dans la capacité à définir les processus et les droits d'usage, à comprendre que les données de clients et de transactions sont à la fois protégées en Suisse par une législation rigoureuse et accessibles dans le cloud.

Le sujet qui suit a largement contribué à un changement de mentalité à cet égard. Le déclic en a été non pas le libre arbitre mais l'"absence d'alternative".

COVID-19

Tout l'exercice a été marqué, sinon assombri, par les conséquences de la pandémie de coronavirus. Le Conseil fédéral a adopté au printemps un certain nombre de restrictions visant à enrayer cette crise. Et même durant l'été, les collaborateurs ont hésité à se rencontrer à titre personnel, voire en groupes. Pour l'Association cela s'est traduit par de nouvelles habitudes dont bon nombre subsisteront probablement après la pandémie.

La place bancaire et financière a constaté que le bureau n'est pas le seul endroit possible pour assurer le travail quotidien. Le télétravail est devenu la nouvelle norme, que les banques n'ont pas tardé à adopter. L'Association a travaillé avec 25 institutions membres et un spécialiste du droit du travail pour rédiger des modèles de textes pour une directive. Cette initiative fait suite à une demande des membres de l'Association, de plus en plus conscients au fil de l'été que leurs collaborateurs s'attendaient, même après la pandémie, à ce que les banques continuent à leur permettre de travailler à domicile, du moins en partie, même après la pandémie.

Si les expériences ainsi vécues sont largement positives, il n'en reste pas moins quelques défis à relever: par exemple pour l'acquisition de nouveaux clients ou lors de l'installation de l'infrastructure de télétravail pour les personnes domiciliées à l'étranger. Les règles du jeu applicables à de telles situations sont certes levées temporairement, mais une solution durable requiert de clarifier les questions relevant du droit de surveillance quant à la prestation de services ainsi qu'une attention particulière pour les aspects de protection des données et

AFBS Info serves as a platform for early information and is submitted for confidential use only. Certain information may still be awaiting final approval and may thus be subject to change. Although all sources of information are selected with the utmost care, errors and inaccuracies cannot be excluded.

de cybersécurité.

L'ABES en 2020 et au-delà

Suite au passage de témoin intervenu en janvier 2020, la nouvelle équipe du Secrétariat a abordé sa mission en recueillant les demandes et les préoccupations des membres quant à l'orientation future et au contenu des activités de l'Association, afin d'aligner ses activités sur les besoins exprimés. De nombreux entretiens ont eu lieu avec des représentants des institutions membres, soit à titre personnel, soit par vidéoconférence. Il en est issu des suggestions et propositions intéressantes dont le Secrétariat est en train de préparer la mise en œuvre. Bon nombre de choses ne changeront pas car les besoins semblent être couverts dans quantité de domaines. Quelques innovations, surtout dans l'usage des nouvelles technologies dans l'interaction, visent à améliorer la circulation de l'information et à simplifier les échanges entre membres. Le Comité et le Secrétariat en planifient les prochaines étapes en vue de leur mise en œuvre dans le courant du second semestre 2021.

Activités de l'Association et mutations de personnel

En dépit des défis inattendus rencontrés depuis le printemps 2020, l'Association des banques étrangères a pu poursuivre de façon fructueuse ses activités au cours de l'exercice. Suivant en cela la recommandation du Conseil fédéral, l'Assemblée générale a lieu par voie postale, sans pour autant réduire la participation. Même dans ce nouvel environnement, le Secrétariat a constamment tenu les institutions membres au courant des tout derniers développements. Après une brève phase d'accoutumance, les visioconférences se sont révélées être un canal d'information efficace pour les présentations comme pour les séances des groupes de travail. C'est ainsi que quelque 80 événements ont eu lieu au cours de l'exercice, lors desquels les membres ont pu s'informer et échanger sur des sujets d'actualité (le chapitre Activités en livre une liste). Cette situation inédite a également ouvert de nouvelles opportunités: plusieurs manifestations ont eu lieu avec des intervenants de l'étranger, et des délégués de filiales étrangères des institutions membres ont pu y assister. Plusieurs thèmes complexes ont été traités en séries de conférence, de brèves séances permettant d'en discuter les divers aspects. Des événements relatifs à des sujets plus «exotiques» ont pu être organisés également, même s'ils n'ont rassemblé que peu de participants.

Après une première période d'accoutumance, cette nouvelle forme de rassemblement s'est bien établie – les conférenciers tout comme les auditeurs apprécient de ne plus avoir à reporter chaque événement et se sont habitués à ces échanges à distance. Mais tous se languissent du jour où ils pourront reprendre leurs rencontres personnelles et leurs discussions informelles. L'Association proposera désormais les deux formats. Le contact personnel et l'échange informel resteront essentiels pour la liberté de ton entre membres de même qu'avec d'autres partenaires. Tout dépendra du bon équilibre.

Les échanges entre le Comité et les institutions de la place financière ont pu se poursuivre malgré la pandémie. Lors de la rencontre avec le Secrétariat d'État aux questions financières internationales, outre les répercussions de la crise liée au Covid-19, l'évolution des relations bilatérales et de l'accès au marché ont été abordées. Le délégué de la Confédération à la cybersécurité a reconnu la préoccupation des banques étrangères, qui est d'être associées pleinement au dispositif national de sécurité. Lors de l'entretien avec le Directoire de la Banque nationale suisse, les développements dans le domaine de la digitalisation des services financiers a retenu toute l'attention. Dans l'échange avec SIX Group, cette même numérisation, avec la première plateforme de négoce digitalisée SDX Swiss Digital Exchange, était au centre des préoccupations. La rencontre avec la FINMA a été reporté à l'automne 2021 dans l'espoir qu'il puisse avoir lieu en personne. Outre le développement durable dans le secteur financier, la numérisation est à l'ordre du jour des échanges.

AFBS Info serves as a platform for early information and is submitted for confidential use only. Certain information may still be awaiting final approval and may thus be subject to change. Although all sources of information are selected with the utmost care, errors and inaccuracies cannot be excluded.

La 48e Assemblée générale du 12 juin 2020 a élu Daniel Belfer, Bank J. Safra Sarasin AG, et Elzbieta Czetwertynska, Citibank (Switzerland) AG, au sein du Comité et confirmé les mandats den Heinrich Henckel, LGT Bank (Schweiz) AG et Mauro De Stefani, Banca Popolare di Sondrio (Suisse) SA. Outre le retrait de Claudio de Sanctis peu de temps après son élection, elle a pris acte également de celui de Markus Affolter.

Les mutations suivantes sont à signaler au sein des instances de la place financière: dans le SIX Regulatory Board, l'Association est désormais représentée par Garrick Dean Smith, BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES. Jan Amrit Poser, Bank J. Safra Sarasin AG, représente l'Association au sein du comité d'experts Sustainable Finance de l'Association suisse des banquiers ainsi que dans le panel de la FINMA consacré au même sujet, tandis que Danny Wemmenhove, F. Van Lanschot Bankiers (Schweiz) AG, a pris place dans le groupe de travail Sustainable Finance. Marc Dubach, Goldman Sachs Bank AG, représente l'Association dans les instances de l'ASB chargées de la mise en place du National Cyber Security Center pendant que Raoul Würgler siège dans le Steering Committee du FS-ISAC. La représentation de l'ABES au sein des organes fédérales en matière de CRS et FATCA est passée de Konrad Häuptli à Oliver Wittwer, LGT Bank (Schweiz) AG. Camillo Zbinden, Société Générale, Mark Bjertnes, Citibank (Switzerland) AG, et Julie Zurbriggen, HSBC Private Bank (Suisse) SA, représentent l'ABES dans le groupe de travail de la Confédération sur l'identification et la restitution de patrimoines. La liste de tous les groupes de travail et représentants de l'ABES peut être consultée sur le site Internet de l'Association.

Nous tenons ici à remercier de leur coopération et de leur engagement toutes celles et tous ceux qui soutiennent notre travail et s'investissent pour la cause des banques étrangères et de leur Association.

Zurich, mai 2021

AFBS Info serves as a platform for early information and is submitted for confidential use only. Certain information may still be awaiting final approval and may thus be subject to change. Although all sources of information are selected with the utmost care, errors and inaccuracies cannot be excluded.